



Programme des Nations Unies pour l'environnement

UNEP/IG.74/Inf.8
22 mai 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Cinquième réunion ordinaire des Parties
contractantes à la Convention pour la
protection de la mer Méditerranée contre
la pollution et aux protocoles y relatifs

Athènes, 7-11 septembre 1987

ETUDE DES PROGRAMMES DE FORMATION

TABLE DES MATIERES

		<u>paragrapes</u>	
1.	INTRODUCTION	1.1	- 1.5
2.	LE MANDAT RELATIF A LA FORMATION DONNE PAR LES GOUVERNEMENTS	2.1	- 2.9
3.	LA COMPOSANTE "FORMATION" DANS LE CADRE DU PAM	3.1	- 3.11
4.	EXAMEN DES ACTIVITES EN MATIERE DE FORMATION EN 1985	4.1	- 4.10
5.	LE PROGRAMME DE FORMATION PREVU POUR 1986	5.1	- 5.12
6.	LE ROLE DE L'UNITE DE COORDINATION ET DES CENTRES D'ACTIVITE REGIONAUX EN MATIERE DE FORMATION	6.1	- 6.21
7.	EVALUATION	7.1	- 7.5
8.	CONCLUSION ET RESUME DES RECOMMANDATIONS	8.1	- 8.4

ANNEXES

- I. TABLEAU RECAPITULATIF DES REUNIONS ET ACTIVITES DE FORMATION ORGANISEES DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE
- II. TABLEAU RECAPITULATIF DES REUNIONS ET ACTIVITES DE FORMATION PREVUES POUR 1986
- III. QUELQUES DOMAINES OU UNE FORMATION EST REQUISE DANS LE CADRE DE LA PHASE II DU PROGRAMME MED POL
- IV. EXIGENCES EN MATIERE DE FORMATION - MED POL
- V. COURS, SEMINAIRES, REUNIONS D'EXPERTS DU PAM, NOMBRE DE PARTICIPANTS (pour les années 1975 à 1986)
- VI. COURS, SEMINAIRES, REUNION D'EXPERTS DU CENTRE REGIONAL DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES - ROCC (Nombre par année)
- VII. COURS, SEMINAIRES, REUNION D'EXPERTS MED POL-OMS-FAO (Nombre par année)
- VIII. COURS, SEMINAIRES, REUNIONS D'EXPERTS DU PLAN BLEU (Nombre par année)
- IX. COURS, SEMINAIRES, REUNIONS D'EXPERTS DU PAP (Nombre par année)
- X. DIVERS COURS, SEMINAIRES, REUNIONS D'EXPERTS (Nombre par année)

1. INTRODUCTION

1.1 Conformément à l'une des recommandations approuvées par les Parties contractantes lors de la Quatrième réunion ordinaire tenue à Gênes en septembre dernier pour que "le secrétariat mène une étude sur les programmes de formation et de coopération technique ayant trait aux diverses composantes du Plan d'action "(section III (c) du rapport de la réunion), le Coordonnateur m'a prié de préparer un rapport d'évaluation sur le sujet et en particulier de:

- (a) définir, en consultation avec le personnel du PAM, la composante "formation" dans le cadre du PAM;
- (b) examiner les activités du PAM en 1985 et identifier les éléments de formation (réunions, cours de formation, etc.);
- (c) suggérer des moyens pour identifier les éléments du formation dans le programme 1986-1987 et proposer un formulaire de notification pour les Parties contractantes.

1.2 Le mandat ci-dessus devait comprendre les éléments d'un projet de rapport sur la composante "formation" du PAM (programme 1985) en vue d'être distribué aux Parties contractantes.

1.3 Après quatre jours de consultation à Athènes, il m'a été donné l'occasion de me rendre dans deux centres d'activités régionales, le premier a été celui du Programme d'actions prioritaires à Split, Yougoslavie et ensuite le Centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures à Malte.

1.4 Dans le délai dont je disposais, il ne m'a pas été possible d'étudier en profondeur l'ensemble de l'effort réalisé par le PAM en matière de formation, d'évaluer des cours particuliers ou d'étudier les dispositions relatives à la formation dans d'autres organisations méditerranéennes. Je me suis donc efforcé de procéder à une étude assez large de ce qui avait été réalisé jusqu'à présent et ensuite, sur cette base, d'examiner les tendances, attitudes et politiques actuelles puisqu' il devient apparent qu'un plus grand effort en matière de formation est nécessaire.

1.5 Je suis très reconnaissant pour l'assistance que j'ai reçue de manière infaillible au cours de ma mission. Le Coordonnateur, les Directeurs des deux centres dans lesquels je me suis rendu et tout le personnel de l'Unité de coordination n'auraient pu faire preuve de plus de générosité, toujours prêts à se mettre à ma disposition, se donnant du mal pour moi ainsi que faisant preuve de franchise en me donnant connaissance de leurs points de vue.

2. LE MANDAT RELATIF A LA FORMATION DONNE PAR LES GOUVERNEMENTS

2.1. Les besoins en matière de formation sont mentionnés dans pratiquement tous les programmes et rapports de réunion du Plan d'action, depuis les recommandations originelles du PAM jusqu'aux documents les plus récents. L'accord conclu à Barcelone en 1975 lors de la réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée recommandait entre autres (Partie I, 4 (d) et 5 du texte) : "L'étude d'un système de formation professionnelle à tous les niveaux " et indiquait que des activités de formation et d'assistance technique envisagées, "particulièrement en faveur des pays en voie de développement " devraient être "conçues" pour permettre à tous les pays de la

région d'entreprendre eux-mêmes des activités dans ces domaines et de participer pleinement aux activités régionales".

2.2. La même réunion (Partie II, par. 4) a invité "le Directeur exécutif du PNUE, afin d'accroître le nombre des participants aux divers programmes, à organiser en priorité absolue la formation intensive en cours d'emploi de chercheurs et de techniciens ainsi qu'à fournir du matériel supplémentaire, ce qui serait le meilleur moyen de renforcer les capacités des laboratoires et institutions nationaux. Autant que possible, la formation en cours d'emploi devra être organisée dans les pays méditerranéens uniquement".

2.3. Une année plus tard, la Conférence de Barcelone qui adopta la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution ainsi que deux protocoles, a convenu de l'établissement d'un Centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et décidé que l'une des fonctions du Centre (Partie 7, annexe II D des résolutions adoptées par la Conférence) serait de : "développer et encourager la coopération technologique et des programmes de formation en vue de lutte contre la pollution par les hydrocarbures".

2.4 A l'article II, paragraphe 3 de la Convention elle-même, les Parties contractantes se sont engagées à : "coopérer pour fournir une assistance technique et d'autres formes possibles d'assistance dans les domaines en rapport avec la pollution du milieu marin, en accordant la priorité aux besoins spéciaux des pays en voie de développement de la région méditerranéenne".

2.5 L'article X du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, adopté à Athènes en 1980, mettait aussi l'accent sur "la mise en oeuvre de programmes d'assistance en faveur des pays en développement, notamment dans les domaines de la science, de l'éducation et de la technologie", et affirmait que : "l'assistance technique porterait en particulier sur la formation de personnel scientifique et technique".

2.6 En mars 1981, la Deuxième réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone, tenue à Athènes, a approuvé les dispositions de la phase II du Programme MED POL, le programme à long terme de surveillance continue et de recherche en mer Méditerranée. A l'annexe V du rapport de la réunion, figurant en tant que Rapports et études des mers régionales du PNUE no. 28, il a été convenu (par. 44 et 45) que : " Les savants et techniciens recevront une formation individuelle et collective aux techniques et méthodes leur permettant de participer efficacement à la surveillance et aux recherches envisagées dans le cadre du Programme MED POL (Phase II). Cette assistance sera donnée sous la forme de bourses, de services d'experts, d'ateliers, de séminaires, de voyages d'étude, d'indemnités pour la participation à des réunions, etc., et elle portera sur les domaines suivants: techniques d'analyse et d'échantillonnage, traitement de l'information, interprétation des résultats et sujets de recherche divers. La formation des techniciens et administrateurs sera organisée de façon à faciliter l'application des dispositions du Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique. Les modes de formation seront analogues à ceux qui sont exposés au paragraphe précédent".

2.7. Ainsi, le mandat établi par les Parties contractantes et couvrant pratiquement toutes les activités du Plan d'action pour la Méditerranée est en ce qui concerne la formation sans équivoque. Comme il est souligné dans "Les dix premières années du Plan d'action pour la Méditerranée - Un examen critique" (document UNEP/IG.56/Inf.3, par. 181), préparé pour la Quatrième réunion des Parties contractantes en septembre 1985 : "D'un bout à l'autre

de la Méditerranée, et notamment dans les pays en voie de développement, on constate le besoin patent d'un personnel technique et scientifique bien initié. Et il est tout aussi indubitable que, sans cadres efficaces et bien formés, tout effort, programme ou unité se rapportant à l'environnement ne sont voués qu'à un succès partiel, sinon à un échec total".

2.8 La réunion de Gênes, elle-même, qui coïncidait avec le dixième anniversaire de l'adoption du Plan d'action pour la Méditerranée à Barcelone, a réaffirmé dans la Déclaration sur la deuxième décennie méditerranéenne la volonté des Parties contractantes de coopérer pour "l'établissement de programmes de formation" et "le transfert de technologie".

2.9 Les mandats ci-dessus mentionnés exigent du secrétariat du PAM qu'il choisisse et mette en oeuvre des programmes de formation appropriés et évite tout chevauchement, double-emploi ou concurrence des activités de formation d'institutions nationales, sous-régionales, régionales ou internationales.

3. LA COMPOSANTE "FORMATION" DANS LE CADRE DU PAM

Son caractère et les traits particuliers

3.1 La plupart des nouvelles institutions requises pour organiser la formation peuvent généralement puiser sur des précédents, avoir accès à des documents concernant la formation, par exemple des manuels, des guides sur les mêmes domaines ou un domaine relatif, ou même encore bénéficier de cours tout préparés qu'elles se procureront auprès d'autres institutions ou par des moyens commerciaux. Ce qui est rarement le cas pour le PAM où les chercheurs et les aménageurs pour des nombreuses activités du PAM opèrent dans des domaines inexplorés, quelquefois aux limites mêmes de la connaissance.

3.2 Le Programme d'action prioritaires, dont le Centre est situé à Split (Yougoslavie), en est un bon exemple. Le Programme vise à promouvoir une gestion saine de l'environnement dans des domaines prioritaires choisis, présentant une importance particulière pour les pays méditerranéens. Afin d'atteindre ses objectifs, il doit procéder à une évaluation des problèmes spécifiques dans les zones choisies. Ce qu'il fait en oeuvrant par l'intermédiaire de points focaux dans les pays de la Méditerranée dont le rôle est d'échanger des informations, de mettre à exécution des exercices de démonstration et de projets -pilote et par la formation. La majeure partie de la formation jusqu'à présent a été implicite; elle peut être considérée comme un instrument dans le transfert des connaissances, mais pas le seul.

3.3 C'est un fait que le PAP n'en est seulement qu'aux débuts de la mise en oeuvre du programme et qu'il est encore nécessaire de procéder à plus d'études approfondies, à la recherche des divers éléments et à un échange d'expériences avant que des solutions visibles, à savoir des solutions appropriées et applicables pour les pays méditerranéens intéressés, puissent être formulées. C'est seulement à ce moment là qu'il sera possible de mettre au point et d'organiser des programmes de formation efficaces dans des domaines qui ont été bien étudiés, par exemple au moyen d'études de cas formulées et élaborées dans les pays eux-mêmes par des institutions de planification, de recherche et des institutions scientifiques, examinées ensuite par d'autres experts et finalement vérifiées de près par les gouvernements méditerranéens.

3.4 Il convient de rappeler que le PNUE est la seule institution qui traite de la Méditerranée comme une seule unité - fait qui implique et demande une approche essentiellement méditerranéenne dans presque toutes les activités de formation du PAM.

3.5 Il est peut-être possible de trouver une exception dans les activités de formation entreprises par le Centre régional de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures (ROCC), situé à Malte. Les cours de formation générale sur la pollution par les hydrocarbures ont montré une tendance à se multiplier depuis que des compagnies pétrolières internationales se sont intéressées à ce domaine pour promouvoir leurs connaissances techniques, les nouveaux produits et équipements. Une des conséquences en est que le ROCC peut maintenant accorder son attention à des cours plus spécialisés ainsi qu'à des cours et séminaires au niveau national.

3.6 Il existe d'autres circonstances, spéciales qui affectent la composante "formation" du PAM. L'une d'entre elles est qu'au cours des ans, presque toutes les activités du PAM se sont progressivement décentralisées. En même temps, le programme scientifique original est devenu plus diversifié. Par conséquent, toute la formation que le PAM soutient ou parraine, tend à avoir un caractère à court terme. Un mois est généralement un maximum, plus souvent deux semaines pour un groupe, bien que ceci puisse quelquefois être prolongé à six semaines pour des cas individuels. La majeure partie de la formation prend place dans un des pays de la Méditerranée. Une autre caractéristique est que la formation doit être donnée en deux langues (anglais ou français), souvent simultanément dans les deux.

3.7 Dans ces diverses circonstances, le PAM étant une organisation relativement modeste en termes de ressources et de personnel a été obligé dans les premières années à adopter un nombre d'approches moins formelles et ad hoc en matière de formation. Ce qui a donné lieu à un mélange d'offres pour des activités de formation en cours d'emploi et de séminaires/journées d'étude, qui avec les bourses et les subventions pour participer à des réunions professionnelles ainsi que le soutien accordé à des institutions et des entreprises qui organisent des séminaires ouverts aux participants du PAM, ont formé l'ensemble de la production en matière de formation.

3.8 Un domaine d'activité très important du PAM qu'il faut mentionner particulièrement car il ne peut être considéré autrement que lié à la formation, bien qu'il ait probablement un énorme impact éducatif, est l'échange d'informations auquel il est procédé au cours des réunions d'experts; ainsi que la pratique, mentionnée ci-dessus, d'encourager les chercheurs et le personnel technique à participer à des conférences et réunions de groupes professionnels extérieurs à leur organisation mais avec lesquels leur fonction est étroitement liée. Etre ainsi exposé à la pensée et à la recherche des collègues d'autres organisations est une occasion de formation consciente qui, certainement dans la plupart des cas, ne pourrait être disponible ailleurs. Il a aussi été bien constaté que le bénéfice retiré de la participation à de telles réunions est souvent plus grand par unité de temps et de dollar dépensé que celui provenant d'une formation planifiée de façon plus délibérée. En ce qui concerne le PAM, l'énorme calendrier des réunions d'experts, réunions techniques et de consultation qu'il organise ou parraine au cours de la mise en oeuvre de ses programmes couvre un vaste spectre de connaissances et de recherches marines de même que d'autres domaines de développement. Les participants ont ainsi la possibilité de bénéficier d'une expérience unique en matière d'éducation.

3.9 Tenant compte des éléments ci-dessus mentionnés dans un examen général des objectifs et programmes de l'organisation, il est possible de résumer les objectifs principaux de la formation au PAM de la façon suivante:

Orientation	Fournir la plus vaste orientation possible aux Politiques, objectifs et fonctions du Plan d'action pour la Méditerranée.
En résultat de techniques avancées ou spécialisées	Offrir les connaissances et qualifications requises pour faire progresser les domaines techniques (et de gestion) que les divers aspects du PAM couvrent.
Mise au point de nouvelles pratiques ou de pratiques non disponibles	Mettre au point des connaissances ou des pratiques pour des domaines de travail uniques aux activités du PAM.
Formation de perfectionnement	Améliorer ou mettre à jour la performance actuelle.

3.10 La deuxième exigence de tout processus de formation est d'être systématique. Les étapes de ce processus, pour lesquelles les fondements ont été posés dans le cadre du PAM et beaucoup de travaux initiaux accomplis qui pourraient constituer des lignes directrices plus précises à suivre à l'avenir comprennent:

- (a) l'identification et l'analyse des besoins en matière de formation;
- (b) la conception et la mise au point de programmes et cours de formation afin de répondre à ces besoins;
- (c) la mise en oeuvre de la formation;
- (d) l'évaluation de l'efficacité, si possible - en évaluant des programmes choisis en termes de coût et de réalisation;
- (e) le maintien des rapports entre organisations à des fins de formation;
- (f) la recherche en vue de faire progresser de nouveaux domaines de formation;
- (g) la mise au point de pratiques techniques et de gestion et de connaissances par d'autres méthodes disponibles - mieux obtenues par des programmes extérieurs ou en dehors de l'emploi.

3.11 Tenant compte des éléments ci-dessus, la composante "formation" des diverses activités entreprises par le PAM en 1985 peut maintenant être examinée.

4. EXAMEN DES ACTIVITES EN MATIERE DE FORMATION EN 1985

4.1 Le tableau des réunions et activités de formation organisées dans le cadre du Plan d'Action pour la Méditerranée en 1985 et récapitulées en annexe I montrent que quatre cours ont été tenus, tous prévus et organisés avec la formation comme objectif principal. Le Centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures a organisé trois de ces cours. Le premier, un cours de formation générale sur la pollution par les hydrocarbures de trois jours, parrainé par le Forum d'exploration et d'exploitation du CONCAWE, a eu lieu à Athènes en février avec 109 participants. Le second (MEDEXPOL 85) était un cours de formation pratique spécialisé sur un aspect particulier de la lutte contre la pollution, à savoir le nettoyage du littoral. Le port de Marseille où le cours s'est déroulé en octobre 85 a offert de nombreuses

facilités pour ce cours de cinq jours. Seize états méditerranéens, Parties contractantes à la Convention de Barcelone, avaient désignés des participants.

4.2 En plus de ces deux cours majeurs, ouverts à tous les états de la Méditerranée, le ROCC a organisé un cours national à Alexandrie, à la demande des autorités égyptiennes. Cela a représenté un aspect relativement nouveau du rôle du Centre pour renforcer la capacité de réponse nationale en matière de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

4.3 A part ses propres cours, le ROCC a aussi donné des bourses accordées à des candidats nommés par les états méditerranéens pour participer à d'autres activités de formation. Sur un budget total du ROCC pour 1985 de près de 400.000 dollars E.U., environ 20.000 dollars E.U. ont été dépensés en bourses et 75.000 dollars E.U. en d'autres formes de formation, principalement pour les trois cours.

4.4. Un important cours international sur la surveillance continue de la pollution du littoral, pour lequel la plupart des installations avaient été offertes par la Municipalité de Barcelone, co-parrainé par l'Unité de coordination du PAM, a été tenu à Barcelone en novembre 1986. Le cours a duré dix jours avec cinquante participants.

4.5 Le tableau figurant en annexe I montre qu'à part ce qui a été appelé "Cours de formation", environ 35 autres réunions ou activités ont été organisées en 1985 dont l'analyse indique qu'une grande partie avait un contenu de formation ou pouvait être considéré comme pouvant avoir une influence éducative importante sur les participants. Les quatrième et cinquième exercices d'inter-étalonnage organisés à Split en avril 1985 et à Marseille en novembre dans le cadre de la Phase I du programme MED POL pour la surveillance continue des eaux côtières sont un bon exemple de ce premier type. Bien que ces exercices soient énumérés dans le tableau récapitulatif de l'annexe I comme "réunions techniques", ils consistent en fait en travaux pratiques de laboratoire au cours desquels des techniciens expérimentés enseignent et font la démonstration de nouvelles technologies à ceux qui sont responsables de la surveillance continue de la pollution dans des centaines de stations de surveillance autour de la Méditerranée.

4.6. La Phase II du Programme MED POL a encore un objectif important en devant fournir un personnel qualifié, bien que maintenant sa fonction principale soit de fournir aux gouvernements méditerranéens des informations et données scientifiques. En plus de la formation en cours d'emploi, consistant surtout en travaux de laboratoire, dont les exercices d'inter-étalonnage ci-mentionnés font partie, des bourses sont accordées pour assister à des cours, conférences et réunions extérieurs. Le personnel scientifique et technique qui y est envoyé est choisi sur une base individuelle; il en est attendu qu'il présente des exposés. Quelques bourses à cet effet ont été remises en 1985. Au cours de la période 1984-1985, vingt-cinq autres scientifiques et techniciens employés dans des départements gouvernementaux, des institutions nationales, des centres de recherche et des universités ont été envoyés pour des périodes de formation spécialisées, dans le cadre des programmes annuels de surveillance continue du MED POL. Ces personnes étaient de Chypre, Grèce, Liban, Malte, Maroc et Yougoslavie.

4.7 Jusqu'à présent, le Programme d'actions prioritaires (PAP) n'a pas organisé de cours de formation en tant que tels, bien qu'au cours de 1985 le Centre ait parrainé une Conférence internationale sur la pollution de la mer

Méditerranée et organisé deux séminaires, trois missions et sept réunions d'experts sur divers sujets prioritaires, tous ayant suscité la préparation d'un certain nombre de documents d'enquête et d'études approfondies, formant la base d'un échange d'expérience plus vaste en 1986 et représentant par conséquent un matériel de formation approprié.

4.8 Quarante documents de conférence ont été présentés à la Conférence internationale de quatre jours tenue à Split en octobre 1985, à laquelle 100 experts ont pris part. Les deux séminaires, chacun de trois jours, le premier sur la réhabilitation et la reconstruction des sites historiques à Split en mai 1985 et le second, sur l'aménagement du territoire dans les zones sismiques de la Méditerranée, tenu à Cetinje en juin, ainsi que la conférence, ont attiré en tout quelques 187 participants (dont 25 observateurs). Le coût total s'est élevé à 38.000 dollars E.U.; bien qu'aucune de ces activités n'ait été catégorisée comme "formation", les sujets couverts dans toutes les trois, ainsi que les études qui ont été mises au jour au cours de certaines des réunions d'experts que le PAP a organisées, représentent indubitablement une expérience considérable en matière de formation ou d'éducation pour un grand nombre de ceux qui y participent.

4.9. Si l'on ne prend pas en considération le Plan Bleu, où il n'y a pas un grand besoin de formation ou bien où elle n'est guère justifiée, et le Centre pour les aires spécialement protégées à Tunis, qui vient d'être créé récemment, il est possible de parvenir à la conclusion que treize réunions sur un total de trente indiquées à l'annexe I et ne portant pas la mention "cours de formation", comportaient des éléments de formation ou avaient en quelque sorte un impact éducatif. Les dix-sept autres étaient essentiellement des réunions de formulation de politique ou de coordination et ne peuvent donc pas du tout être interprétées en tant que formation.

4.10 En plus des cours et divers autres types de formation, implicites ou plus spécifiques, il convient de mentionner une autre activité de formation qui, bien que de petite envergure, a été utile. C'est un type de formation d'orientation où les points focaux nationaux et le personnel d'encadrement technique et administratif viennent à l'Unité de coordination à Athènes ou dans l'un des centres d'activités régionales, tels que le siège du PAP à Split, pour se familiariser aux travaux et programmes en cours, qui éventuellement présentent de l'intérêt pour leurs gouvernements respectifs. Au cours de 1985, plusieurs visites de ce genre ont été réalisées à la demande des gouvernements ou à l'occasion de différentes réunions.

5. LE PROGRAMME DE FORMATION PREVU POUR 1986

5.1 Le PAM dans l'ensemble, à part les deux exceptions déjà notées, est maintenant en mesure de mettre plus l'accent sur la formation, une des activités adoptées dans la Déclaration de Gênes des Parties contractantes en septembre 1985. Le tableau de l'annexe II qui énumère les réunions et activités de formation prévues pour 1986 l'indique clairement. L'Unité régionale de coordination à Athènes par exemple, prévoit au moins trois cours importants qui seront organisés par des institutions ou entreprises extérieures avec l'appui financier du PAM. Les fonds alloués sous cette section au chapitre 6 du budget, à savoir 90.000 dollars E.U., pourraient cependant, si on le jugeait approprié, être utilisés pour financer plus de trois cours. Un des cours déjà proposé pourrait être sur le traitement et l'interprétation des données. Une somme de 13.000 dollars E.U. a également été prévue pour la formation d'orientation à l'Unité MED elle-même.

5.2 En 1986, le MED POL poursuivra son programme de formation en cours d'emploi, principalement en plaçant du personnel technique dans divers laboratoires pour lequel 80.000 dollars E.U. ont été alloués au chapitre 3 du budget; il gèrera également le programme de bourses pour permettre à des chercheurs de pays méditerranéens d'acquérir des connaissances et de l'expérience dans des réunions extérieures. Une somme de 30.000 dollars E.U. a été réservée pour des bourses de ce genre.

5.3 Le Centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures (ROCC) organisera deux cours de formation, l'un en avril (à Malte) et l'autre en septembre/octobre. Le premier, MEDIPOL 86, sera un cours général de dix jours couvrant tous les aspects de la prévention et de la lutte contre la pollution marine. Il s'adresse à un personnel des pays riverains de la Méditerranée récemment responsable de ces questions, mais dont les connaissances et l'expérience sont limitées. Le second cours, MEDEXPOL 86, sera un cours de formation pratique, spécialisé sur un aspect particulier de la lutte contre la pollution. Il s'adressera à un personnel plus expérimenté.

5.4 Le premier cours (MEDIPOL 86) recevra l'appui de la CEE qui y participera. La CEE accordera également une contribution à MEDEXPOL 86, ce qui permettra d'augmenter le nombre de participants. Ces deux cours seront donnés en anglais et en français.

5.5. En plus de ces deux cours réguliers, le ROCC organisera deux autres séminaires de formation nationaux, dont l'un sera tenu en Tunisie.

5.6 Le Centre participera également à une activité de formation extérieure en fournissant des conférenciers et en accordant des bourses à un petit nombre de participants d'états méditerranéens pour y assister. Ce cours général sur la prévention et la lutte contre les accidents de pollution marine sera tenu au mois de juin dans trois centres en France.

5.7 Les sommes allouées au ROCC au chapitre 5 du budget 1986 pour les bourses et les réunions, y compris les cours de formation et les séminaires mentionnés, s'élèvent à 87.000 dollars E.U.

5.8 Le Programme d'actions prioritaires, qui a un poste "Réunions, Formation", pour lequel 188.000 dollars E.U. ont été approuvés au chapitre 2 du budget, sera en mesure de porter une plus grande attention à sa composante formation au cours des mois à venir. Il existe plusieurs domaines où il est maintenant possible d'envisager une formation qui pourra être lancée; ces domaines sont déjà reflétés dans plusieurs réunions techniques prévues pour 1986. Elles sont énumérées à l'annexe II.

5.9 Le Séminaire sur les aspects environnementaux de l'aquaculture, qui avait été prévu pour être tenu à Volos en Grèce en avril et l'Atelier sur l'étude architecturale des établissements historiques, prévu à Split en novembre, peuvent être, selon le Directeur du PAP, presque considérés comme "formation pure", alors que les réunions d'experts sur la gestion des déchets solides et liquides, sur le tourisme en Méditerranée et sur la gestion des ressources en eau dans les grandes îles de la Méditerranée sont envisagées pour avoir une forte orientation de formation. Les séminaires sur la planification intégrée des zones côtières de la Méditerranée et sur la protection des sols examineront des études de cas choisies, fournissant vraisemblablement un matériel précieux pour la formation future dans ces domaines. L'aménagement du territoire dans les zones sismiques et certains aspects de l'évaluation de l'impact sur l'environnement sont également des sujets où il est dès à présent possible d'envisager et de mettre au point une formation.

5.10 Il est possible de conclure d'après ce qui a été ci-dessus mentionné qu'environ la moitié des quatorze réunions ou séminaires techniques que le PAP a prévus pour 1986 représentera une "formation pure" ou aura une teneur essentielle de formation. Une évaluation approximative permet alors de supposer que la moitié du budget du PAP pour 1986 pour le chapitre "Réunions et formation" s'élevant à 188.000 dollars E.U. sera réservée à la formation, à savoir environ 94.000 dollars E.U. Si cela est ajouté aux sommes allouées correspondantes pour l'Unité MED, le MED POL et le ROCC, le total - donc 394.000 dollars E.U. - représentera 10,2 % du budget du PAM approuvé pour 1986.

5.11 En termes de réunion, l'analyse du tableau de l'annexe II, si on ne prend pas en considération de nouveau les centres du Plan Bleu et des Aires spécialement protégés, montre que sur les 36 réunions et activités restantes, sept sont des activités de formulation de politique ou de coordination et neuf pourraient être considérées comme de la "formation pure", alors qu'environ la moitié des vingt réunions techniques comporteront certains éléments de formation de façon implicite ou spécifique et auront une plus grande teneur éducative pour les participants.

5.12 Tout ceci en ce qui concerne la formation indique qu'il y est /ou sera mis en 1986 beaucoup d'accent, conformément aux désirs des Parties contractantes et ce, à un coût relativement faible.

6. LE ROLE DE L'UNITE DE COORDINATION ET DES CENTRES D'ACTIVITES REGIONAUX EN MATIERE DE FORMATION

Unité de coordination pour la Méditerranée

6.1 L'unité d'Athènes a été décrite comme le "centre nerveux" du Plan d'action et de la Convention. A part les responsabilités administratives et budgétaires, il a pour fonctions primaires de collecter l'information et d'assurer la coordination. Bien que la formation soit importante pour mettre au point les objectifs à long terme du PAM, elle ne peut pas constituer la partie essentielle du rôle du Coordonnateur ou des travaux de l'Unité. On ne peut pas non plus attendre de l'Unité, à l'exception des deux activités proposées ci-dessous, qu'elle organise et tienne elle-même des cours. Néanmoins, il faut souligner comme essentiel l'engagement de la gestion supérieure à appliquer, contrôler et utiliser la formation dans le cadre du PAM, aux termes des mandats donnés par les Parties contractantes et conformément aux besoins.

6.2 Tenant compte de ces considérations, une étude de la formation jusqu'à ce jour et de ce qui a été accompli fait penser qu'il serait peut-être opportun pour le secrétariat d'adopter une approche plus catalytique dans l'exercice de ses responsabilités, à savoir, qu'au lieu d'agir simplement comme un payeur de fonds (comme cela semble être fréquemment le cas) pour financer la formation ou les bourses demandées par les gouvernements eux-mêmes, il pourrait jouer un rôle plus actif en établissant une liste complète des besoins en matière de formation dans les divers domaines et la faire largement connaître. La liste, présentée de façon aussi simple que possible, devrait inclure essentiellement les informations suivantes:

- a) des détails sur les exigences principales dans les divers domaines;
- b) les qualifications ou l'expérience professionnelles ou techniques fondamentales nécessaires avant d'entreprendre une formation spécialisée;
- c) l'existence de facilités et si oui, où sont-elles (lorsqu'il n'y a pas de renseignement sur des cours appropriés, il pourrait être demandé aux gouvernements s'ils pourraient eux-mêmes organiser la formation requise ou l'offrir).

6.3 Toute la formation spécifiée devrait, évidemment, être à court terme, bien que si cela était jugé utile, une liste de besoins demandant une formation à plus long terme pourrait également être publiée, à condition qu'il soit bien clair que les gouvernements eux-mêmes doivent assumer la pleine responsabilité de son coût.

6.4 La liste des exigences pour une formation individuelle (ou de groupe) à court terme pourrait être mise à jour et publiée à nouveau chaque année ou sur quelque autre base régulière.

6.5 Il faut croire que le MED POL serait le domaine le plus approprié pour lancer cet exercice.

6.6 L'Unité de coordination, qui n'est pas en mesure d'organiser et de s'acquitter d'activités de formation à grande échelle elle-même, a réussi à établir des liens avec plusieurs compagnies pétrolières, des organismes industriels et municipaux, des associations d'opérateurs de pétroliers, d'armateurs et autres organisations non-gouvernementales, certaines nationales, d'autres multinationales, qui ont les ressources et sont en mesure de le faire. Par conséquent, le PAM a pu bénéficier de façon considérable de cette forme de coopération, un grand nombre de stagiaires de pays méditerranéens ayant pu assister aux cours offerts. Le secrétariat a besoin de commanditaires et ce genre de coopération peut être d'une valeur extrême. Cependant, il faut faire preuve de prudence car la teneur des cours extérieurs ne correspond peut-être pas toujours aux besoins véritables des participants aux programmes et activités du PAM. Il y a aussi le risque que parfois des sujets soient introduits dans le programme du cours qui puissent provoquer des gênes politiques. C'est pour ces raisons et bien d'autres encore qu'aucun cours ne peut avoir l'appui du PAM sans que le secrétariat ait eu la possibilité d'en étudier les préparatifs et l'organisation et d'en vérifier le contenu. C'est une question pour laquelle l'Unité de coordination elle-même devrait assumer la pleine responsabilité.

6.7 Faisant exception à la règle générale, il y a deux activités de formation que l'Unité de coordination elle-même pourrait organiser à juste titre. L'une serait un bref cours général d'orientation (prévu d'une durée ne dépassant pas trois ou quatre jours) qui serait tenu chaque année au siège d'Athènes. Il remplacerait la formation d'orientation destinée à des individuels, qui actuellement est faite sur une base ad hoc. Les tâches des participants au sein de leur gouvernement respectif devront être liées aux activités du PAM et chaque cours pourrait accueillir dix à douze personnes. Une formation en groupe du genre proposé plus structurée, à la fois du point de vue des gouvernements et de l'Unité de coordination elle-même, pourrait s'avérer plus efficace que la pratique actuelle.

6.8 Deuxièmement, tenant compte du fait que plus de poids est accordé à la formation, il est proposé que l'Unité de coordination organise un cours bref, qui serait répété tous les deux ou trois ans, sur l'organisation et la tenue des réunions - allant de petits groupes de travail d'experts à de grandes conférences - ou d'importants séminaires ainsi que sur les principes, l'organisation et les techniques de la formation. Un tel cours s'adresserait tant au personnel de secrétariat qu'à un personnel choisi dans les gouvernements méditerranéens qui aurait vraisemblablement des responsabilités dans l'un des deux domaines concernés.

6.9 Il est possible de mieux faire remarquer le rôle accru de la formation parmi les activités du PAM en faisant en sorte d'avoir un Rapport biennal sur la formation porté à l'ordre du jour des réunions ordinaires des Parties contractantes tenues régulièrement.

MED POL - PHASE II

6.10 La possibilité d'accroître et de renforcer le rôle de surveillance et l'élément recherche scientifique du Programme MED POL en établissant des listes des besoins essentiels en matière de formation et en indiquant (ou en demandant) comment ils peuvent être satisfaits, et en distribuant ces listes aux gouvernements méditerranéens intéressés a été soulevée dans la section précédente. Des exemples (seulement) du type d'informations à inclure dans ces listes sont donnés aux annexes III et IV*. L'établissement d'une liste complète, néanmoins, et la façon de la présenter devraient sans aucun doute faire l'objet de beaucoup plus d'étude et de réflexion.

6.11 Dans les programmes du MED POL, les critères suivants sont appliqués lorsque des candidats tâchent d'obtenir des bourses pour assister à des réunions extérieures:

- (a) la réunion, en règle générale, doit avoir lieu dans un autre pays méditerranéen;
- (b) le thème de la réunion doit être approprié aux activités du MED POL;
- (c) les candidats doivent avoir suffisamment d'expérience ou de qualifications pour présenter des exposés eux-mêmes. Ces exposés cependant doivent être acceptés par les organisateurs de la réunion.

6.12. Ces critères ont pour objectif d'assurer que les bénéficiaires de la bourse apportent leur contribution à la réunion sur une base d'égalité professionnelle avec d'autres participants et qu'ils soient capables de transmettre des informations scientifiques et techniques appropriées pour les activités du PAM dans lesquelles ils sont engagés. Un avantage supplémentaire est qu'ils sont en mesure de rapporter de la réunion de la documentation qui est souvent de grande utilité et ne peut être obtenue ailleurs.

6.13 Cette pratique est à recommander et devrait évidemment être poursuivie.

Le centre regional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures

6.14. Il n'est pas nécessaire de justifier ou de discuter de l'importance de la formation dans la lutte contre la pollution par les hydrocarbures et en vue de développer et de renforcer les capacités de réponse nationales, le Centre de Malte, le premier en son genre dans le monde, a organisé un programme de formation continu et efficace, tenant particulièrement compte des besoins des états riverains de la Méditerranée, fonctionnant maintenant depuis plusieurs années. A part les cours généraux annuels (MEDIPOL) et la formation plus spécialisée (MEDEXPOL), le Centre (ROCC) accorde un certain nombre de bourses à des candidats désignés par les gouvernements. Il coopère également avec d'autres institutions de formation à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la région et informe les états méditerranéens des cours de ces dernières. Le dernier numéro de ROCC Info, le No 16 par exemple, donne des

* Proposés à ma demande par un membre supérieur du secrétariat.

détails sur huit différents cours sur la pollution par les hydrocarbures qui seront tenus au cours de 1986.

6.15. Les objectifs principaux du programme de formation générale du ROCC peuvent être résumés comme suit:

- (a) transmettre les connaissances pratiques relatives à la lutte contre la pollution due aux hydrocarbures;
- (b) faire prendre conscience des avantages des plans d'urgence;
- (c) informer sur l'expérience d'autres pays;
- (d) développer un esprit de coopération régionale.

6.16 Bien que le Centre puisse fournir tous les moyens requis pour satisfaire les besoins méditerranéens en matière de formation, il semble que d'autres institutions et entreprises aient mis en place des activités parallèles, ce qui a pour résultat qu'il y a actuellement trop de cours et séminaires offerts sur les aspects généraux de la pollution due aux hydrocarbures. Il faudrait alors peut-être envisager utile que le ROCC se concentre maintenant sur une formation plus spécialisée - telle que celle des cours actuels MEDEXPOL - et limite les cours généraux à un tous les deux ou trois ans. De plus, le Centre a déjà entrepris une série de cours et séminaires nationaux à la demande des états individuels. Ces derniers présentent, entre autres, l'avantage d'assurer un plus grand degré de participation.

6.17 Il faut se réjouir de ces deux tendances ainsi que de l'appui de valeur fourni par la CEE aux activités du ROCC dans le domaine de la formation.

Le programme d'actions prioritaires

6.18 L'approche logique et systématique suivie par le PAP pour mettre au point et lancer ses activités de formation a été décrite dans un chapitre précédent. Le Directeur du Centre est de l'avis qu'il est possible d'envisager que de véritables programmes de formation débutent en 1987, à savoir, une formation adaptée aux conditions et besoins de la Méditerranée et fondée sur les méthodologies méditerranéennes développées par l'expérience. Cette démarche semblerait être la plus juste pour le Centre de Split, car, bien qu'il ne serait pas difficile d'organiser des cours tout prêts importés de l'extérieur de la région, à long terme l'impact d'une telle formation pourrait être assez négatif.

Le plan bleu

6.19 Le Centre est situé en France. Il s'intéresse essentiellement à la planification à long terme dans le domaine socio-économique où les scientifiques, les chercheurs et les experts s'affrontent dans des réunions et séminaires spécialisés.

6.20 Etant donné la nature de ses travaux et de ses objectifs, le Centre ne se livre à aucune activité de formation planifiée et ne dispose d'aucun poste budgétaire à cette fin.

Les aires spécialement protégées

6.21 Le Centre ASP de Tunis est nouveau, ce qui a pour résultat que, lors de la rédaction de ce rapport, il ne s'était pas écoulé suffisamment de temps pour identifier les besoins en matière de formation ou mettre au point des objectifs ou du matériel dans ce domaine.

7. EVALUATION

7.1 On ne peut écrire sur la formation sans mentionner l'évaluation. Une question qui se pose toujours est de savoir s'il est possible de mesurer l'efficacité d'une activité de formation ou de quantifier ses résultats. Lorsque la formation est donnée en cours d'emploi, par exemple la formation pratique en laboratoire dans le cadre des programmes du MED POL, les résultats peuvent généralement être évalués de manière assez facile. Si la notification des données faite ensuite par un technicien, par exemple, qui a reçu cette formation, est défectueuse, il est alors évident que sa formation n'a pas été réussie ou qu'il a besoin de plus de formation. Cela apparaîtra aussi rapidement à un gouvernement qui aurait envoyé son personnel suivre un cours du ROCC sur la lutte contre la pollution par les hydrocarbures si ces personnes ne savaient que faire en cas de situation critique urgente.

7.2 Néanmoins, il existe d'autres domaines de formation, en particulier ceux dont les objectifs ont un caractère de développement à plus long terme - comme par exemple dans le cadre du PAP, où parce qu'il est difficile de distinguer les effets de la formation d'autres fonctions affectant la performance, il est très difficile de mesurer sa valeur. Cependant, à moins de le tenter, des leçons utiles peuvent demeurer inapprises parce que l'évaluation est le seul moyen dont disposent ceux qui organisent la formation d'appliquer la rétroaction des résultats dans la planification des programmes futurs.

7.3 Cependant tout temps passé à ce sujet est gaspillé à moins d'être sûr que la sélection du personnel devant participer aux cours est bien faite et couronnée de succès. Les échecs sont habituellement dûs à une mauvaise sélection. Pour tous les genres de formation dans le cadre du PAM, néanmoins, il est clair que les Structures focales nationales ont un rôle crucial à jouer pour assurer que des candidats appropriés soient sélectionnés en toute objectivité. A moins que la formation soit du type "cours de perfectionnement", il est décourageant pour ceux qui organisent les cours que les mêmes candidats (ou des candidats non qualifiés) soient choisis année après année.

7.4 Une autre caractéristique décevante de la formation peut être le gaspillage dû au transfert prématuré de personnel à des tâches non relatives avant que les avantages de la formation qu'il a reçue puissent être utilisés. A ce sujet, il convient très fortement de recommander les efforts effectués par le ROCC pour suivre, par l'intermédiaire des Structures focales nationales, les stagiaires qui ont profité des cours du Centre deux ou trois ans auparavant.

7.5 Quelles que soient les difficultés, il faut se souvenir que le coût d'une formation bien organisée peut être élevé et qu'il est nécessaire de procéder à une évaluation quelconque des résultats.

8. CONCLUSION ET RESUME DES RECOMMANDATIONS

8.1 Un examen de ce qui a été réalisé jusqu'à présent dans le domaine de la formation et des projets et préparatifs en cours pour renforcer les programmes montre que, en grandes lignes et dans les limites imposées par les ressources disponibles, les mandats donnés par les Parties contractantes sont mis à exécution. La formation en cours d'emploi et la formation au moyen de bourses sont des caractéristiques bien établies des programmes de MED POL Phase II alors qu'une formation moins directe et plus implicite fondée sur les études préparées par des scientifiques, des chercheurs, et autres experts travaillant ensemble ou prenant part à des réunions extérieures a marqué l'ensemble des activités du PAP. L'expérience éducative offerte par ces réunions a généralement été plus importante que leur effet direct de formation. Le ROCC, d'autre part, inauguré il y a dix ans, a été en mesure d'offrir un programme annuel de cours maintenant bien établi sur la lutte contre la pollution par les hydrocarbures, certains de nature générale, d'autres plus spécialisés. Comme le MED POL et le PAP, le Centre gère également un programme de bourses.

8.2 Dans le domaine de la formation en particulier, les activités prévues pour l'année en cours représentent un progrès considérable par rapport à celles organisées en 1985. Environ 10% du budget du PAM approuvé pour 1986, à savoir 394.000 dollars E.U., sera dépensé en formation. On peut attendre une autre amélioration dans le domaine de la formation en 1987, particulièrement dans les domaines d'activité intéressant le PAP.

8.3 Toute la formation est essentiellement à court terme et il ne semble pas qu'il y ait raison de changer. Une autre caractéristique importante, conformément aux mandats, est que ses concepts et sa mise en oeuvre soient adaptés avec soin aux besoins méditerranéens.

8.4 Un résumé de quelques recommandations spécifiques issues de cet examen figure ci-après:

- (a) Si la formation dans le cadre du PAM doit être élargie de façon systématique, il convient de tenir compte dans ce processus de quatre étapes fondamentales, à savoir:
 - (i) l'identification des besoins en matière de formation;
 - (ii) les décisions concernant les méthodes de formation (formation en cours d'emploi, cours extérieurs, missions d'études, etc.);
 - (iii) la mise en oeuvre des programmes;
 - (iv) l'évaluation de l'efficacité.
- (b) Le secrétariat devrait maintenant prendre une part plus active à la formation en diffusant de façon régulière des informations sur les besoins actuels et futurs en personnel pour les divers programmes scientifiques et techniques du PAM ainsi que sur les possibilités en matière de formation connues comme existantes pour y répondre. De cette façon, les gouvernements seraient à la fois informés et pourraient être encouragés à rechercher de manière plus active des candidats qualifiés;

- (c) Alors que le Coordonnateur devrait poursuivre sa politique de coopération avec des entreprises et institutions extérieures, il devrait toujours s'assurer que les cours offerts sont à tous égards appropriés et adaptés aux besoins des participants du PAM nommés par leur gouvernement;
- (d) Les fonctions de l'Unité de coordination ne peuvent pas normalement être élargies en vue d'organiser elle-même des cours de formation mais, en exception à cette règle, il pourrait être envisagé d'organiser chaque année un bref cours d'orientation au siège de l'Unité à Athènes ainsi qu'à un intervalle de deux ou trois ans, un cours en deux volets sur (i) la tenue de différents genres de réunions, et (ii) l'organisation, les principes et les techniques de la formation, tant pour le personnel de secrétariat que pour le personnel gouvernemental;
- (e) Dû au nombre croissant de cours désormais mis à disposition sur les aspects généraux de la pollution causée par les hydrocarbures, le ROCC devrait en priorité porter son attention sur une formation plus spécialisée et sur les séminaires nationaux qu'il a déjà commencé à instituer. Si deux de ces derniers cours pouvaient être organisés par année, il semblerait approprié que l'un soit en langue française et l'autre en langue anglaise;
- (f) Le secrétariat devrait avoir pour politique d'évaluer chaque cours de formation spécifiquement planifié en vue de comprendre une évaluation de son importance et de son efficacité en général. Il conviendrait également de s'efforcer de procéder à une évaluation de toutes les autres activités importantes en matière de formation menées dans le cadre du PAM, même s'il n'est pas possible d'être là toujours très précis;
- (g) Le Coordonnateur devrait s'efforcer de faire inscrire à l'ordre du jour des réunions ordinaires des Parties contractantes un Rapport biennal sur la formation.

ANNEXE I

TABLEAU RECAPITULATIF DES REUNIONS ET ACTIVITES DE
FORMATION ORGANISEES DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Programme 1985	1	2	3	4	5	6	TOTAL
	PAM	MED	POL	ROCC	PAP	PB	ASP
A. Réunions d'évaluation intergouvernementales et réunions d'évaluation d'experts gouvernementaux	5	2	1	2	1+1*		12
B. Consultations inter-agences	2	2		5	1		10
C. Réunions techniques		3	1	7	2		13
D. Cours de formation	1		3				4
TOTAL	8	7	5	14	5		39

* conjointement avec le PAP

ANNEXE II

TABEAU RECAPITULATIF DES REUNIONS ET ACTIVITES DE
FORMATION PREVUES POUR 1986

	1	2	3	4	5	6	
	PAM	MED	POL	ROCC	PAP	PB	ASP
							TOTAL
A. Réunions d'évaluation intergouvernementales et réunions d'évaluation d'experts gouvernementaux	2	1	1		2+1*		7
B. Consultations inter-agences	2	1					3
C. Réunions techniques	1	6		13	2	1	23
D. Cours et séminaires de formation	3		5	1			9
TOTAL	8	8	6	14	5	1	42

* conjointement avec le PAP

ANNEXE III

QUELQUES DOMAINES OU UNE FORMATION EST REQUISE DANS LE CADRE
DU PROGRAMME MED POL (PHASE II)

1. Mise au point des programmes nationaux de surveillance continue.
2. Analyse des contaminants à surveiller:
 - (a) analyse des métaux lourds par spectroscopie à absorption atomique;
 - (b) analyse des hydrocarbures halogénés par chromatographie en phase gazeuse;
 - (c) analyse des contaminants dans les effluents;
 - (d) analyse des divers contaminants.
3. Traitement et interprétation des données:
 - (a) données analytiques;
 - (b) données biologiques;
 - (c) données physiques océanographiques;
 - (d) données microbiologiques;
 - (e) diverses données.
4. Test de toxicité de diverses substances.

ANNEXE IV

EXIGENCES EN MATIERE DE FORMATION - MED

1. Formation individuelle à court terme:

- Microbiologistes travaillant sur l'analyse des eaux marines côtières et des effluents d'eaux usées - 2 à 3 semaines de formation en cours d'emploi pour se familiariser aux nouvelles techniques (ils devront posséder une expérience en matière d'analyse microbiologique de l'eau).
- Chimistes travaillant sur l'analyse des effluents d'origine domestique et/ou industrielle (et de la zone avoisinnante) - 2 à 3 semaines pour se familiariser aux nouvelles techniques et aux nouveaux instruments (ils devront posséder une expérience en matière d'analyse instrumentale).
- Administrateurs et aménageurs scientifiques de niveau moyen et supérieur - 2 à 3 semaines (2 pays ou plus) dans des institutions où des stratégies de lutte contre la pollution et des plans - directeurs ont déjà été élaborés (ils devront être des professionnels chargés dans leur propre pays de conseiller en matière de politique ou de mettre en oeuvre la politique).
- Ingénieurs et chercheurs employés dans les ministères responsables de la lutte contre la pollution marine - 1 à 2 semaines dans des institutions appropriées pour se familiariser aux problèmes dûs à un ou plusieurs procédés industriels spécifiques (ils devront être ingénieurs/chercheurs de profession et posséder une expérience préalable en matière de problèmes de pollution industrielle et les moyens de lutter contre).

2. Formation de groupe:

Cours de formation brefs (2 semaines) sur la surveillance continue des eaux de mer et des effluents du littoral en rapport avec la santé publique.

Participants : microbiologistes travaillant déjà, ou ayant l'intention de travailler, pour le Programme de surveillance continue du MED POL (ils devront posséder une expérience en techniques microbiologiques)

l'Unité MED (OMS) pourrait - préparer les sujet du cours;
- choisir les conférenciers;
- passer les accords avec le laboratoire approprié.

Coût approximatif pour 20 participants:

- Frais de voyage et indemnités journalières de séjour	20 x 1.500	=	30.000
- Conférenciers	2 x 2.500	=	5.000
- Institution - hôte	7.500	=	7.500
			<hr/>
			42.500
			=====

ANNEXE V

COURS, SEMINAIRES, REUNIONS D'EXPERTS DU PAM
NOMBRE DE PARTICIPANTS (pour les années 1975 à 1986)

PAYS	ROCC	MED POL	PLAN BLEU	PAP	AUTRES	TOTAL GENERAL
ALGERIE	16	11	6	9	2	44
CHYPRE	13	16	6	12	2	49
EGYPTE	23	48	7	7	2	87
ESPAGNE	2	56	10	13	2	83
FRANCE	1	57	52	20	2	132
GRECE	11	153	13	40	1	218
ISRAEL	20	48	6	12	1	87
ITALIE	1	127	1	33	3	165
JAMAHIRIYA ARABE						
LIBYENNE	9	7		5		21
LIBAN	5	16	1			22
MALTE	12	24	3	12	1	52
MAROC	21	19	11	7	2	60
MONACO	5	15				20
REPUBLIQUE ARABE						
SYRIENNE	9	5	4	6	1	25
TUNISIE	17	30	10	14	3	74
TURQUIE	13	44	3	11	1	72
YUGOSLAVIE	19	162	23	41	2	247

[illegible]

ANNEXE VII

(NOMBRE PAR ANNEE)

[illegible]

ANNEXE VIII

COURS, SEMINAIRES, REUNIONS D'EXPERTS DU PLAN BLEU
(NOMBRE PAR ANNEE)

[illegible]

ANNEXE IX

COURS, SEMINAIRES, REUNIONS D'EXPERTS DU PAP
(NOMBRE PAR ANNEE)

[illegible]

ANNEXE X

**DIVERS COURS, SEMINAIRES, REUNIONS D'EXPERTS
(NOMBRE PAR ANNEE)**

[illegible]